

# Identité suisse? Anticommuniste



**Pour Jean-François Fayet, historien des relations internationales, spécialiste des mondes russes et soviétiques, l'histoire suisse est marquée par un anticommunisme institutionnalisé et viscéral.**

Entretien réalisé par **Balmain Badel**

**Il y a peu, les 100 ans de la mort de Lénine furent commémorés. Que reprenez-vous de ses liens avec la Suisse? Peut-on dire que ses passages en Suisse ont influencé le dirigeant bolchevique qu'il deviendra?**

**JEAN-FRANÇOIS FAYET** Je ne dirais pas que Lénine ait été influencé par la Suisse, ses institutions et son mouvement ouvrier, sur lequel il porte à son départ un regard très critique. Mais les sept années passées à Genève, Berne et Zurich, ont été extrêmement importantes dans la construction du léninisme. C'est en Suisse que naquit l'idée du premier journal marxiste russe *l'Iskra* dans lequel Lénine développa sa doctrine: la construction du

parti, l'alliance du prolétariat avec la paysannerie et le droit des nations à l'autodétermination.

C'est encore à Genève, que de retour du II<sup>e</sup> congrès du Parti, il rédigea *Un pas en avant deux pas en arrière* (1904), à l'encontre de ses rivaux mencheviques pour justifier la scission. Et c'est à Zurich que fut notamment écrit son célèbre *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916). A l'instar d'autres révolutionnaires russes en exil, Lénine appréciait la Suisse, ses bibliothèques, ses imprimeries et ses maisons d'édition slaves, ses facilités administratives, ainsi que sa tradition d'asile.

Notons aussi le rôle tout à fait déterminant de la Suisse en général, et

des conférences de Zimmerwald et celle de Kienthal en particulier, dans la formation du noyau de la nouvelle internationale, communiste celle-là.

**Dans une interview donnée au *Nouvelliste*, vous parlez de l'anticommunisme comme faisant partie de l'identité suisse. Au point que cet anticommuniste viscéral empêche le communisme d'être considéré comme une offre politique légitime. Comment cette identité nationale a-t-elle été façonnée?**

Oui, les Suisses, souvent considérés comme rétifs aux passions idéologiques, ont entretenu avec l'anticommunisme une relation d'une extrême



Maurice Conradi, un Suisse de Russie ayant assassiné en 1923 le représentant soviétique à la conférence de Lausanne sur la Turquie, les procès à l'encontre de Léon Nicole, les multiples interdictions à l'encontre des organisations communistes et associées, la répression et l'internement des communistes étrangers durant la Deuxième Guerre mondiale dessinent les contours d'un anticommunisme légal, érigé en quasi-doctrine d'Etat, bien avant le début officiel de la Guerre froide.

#### **Cet intense anticommunisme suisse a-t-il pris différentes formes?**

Oui, ses effets se sont déployés dans toutes les institutions, tous les milieux sociaux et dans tous les domaines: économique -la «guillotine sèche»-, religieux, culturel, pédagogique et surtout juridique. Fort de ses appuis dans les rouages de l'Etat, l'anticommunisme revêt en effet une forme légale; il est érigé en une quasi-doctrine d'Etat, qui autorise la criminalisation des suspects. Au-delà du cadre juridique, des rouages politiques et économiques, la force de l'anticommunisme helvétique est d'avoir réussi à déborder le champ politique pour devenir un enjeu non discutable de société, une «question de civilisation».

#### **Pouvez-vous brièvement nous parler de l'Entente Internationale Anticommuniste (EIA), qui siégeait à Genève? D'autres organisations de ce genre ont-elles existé au cours de l'histoire suisse?**

Fondée le 23 juin 1924, à l'initiative de l'avocat genevois Théodore Aubert, l'Entente internationale anticommuniste (EIA) était «destinée à combattre» l'action de groupements subversifs, au premier rang desquels figure la III<sup>e</sup> Internationale, qui visent à détruire «la civilisation moderne et les institutions de chaque pays». La mise en œuvre de ce programme fut confiée à un Bureau permanent, siégeant à Genève, afin de porter la croisade auprès des institutions internationales comme la Société des Nations (SdN). L'influence internationale de l'EIA demeura en réalité limitée hors d'Espagne et de

France, mais elle contribua à faire de la Suisse un bastion du combat contre le communisme.

Oui, d'autres organisations ont existé dans notre pays à l'instar de l'Action nationale suisse contre le communisme du conseiller fédéral Jean-Marie Musy et du Comité suisse d'action civique, sans parler d'une multitude de bureaux d'information, de réseaux et de mouvements associés, comme la Fédération patriotique suisse, les organisations patronales...

#### **Le Parti du Travail, qui succède au Parti Communiste en 1944, a certainement souffert de ce que vous appelez une «quasi doctrine d'Etat». Comment cela s'est-il traduit?**

Le contexte a changé en raison de la reconnaissance de l'Union soviétique et de la légalisation des organisations associées malgré un changement de dénomination. Mais l'isolement politique, la stigmatisation sociale et la surveillance policière (le fichage) demeurent, avec des pics d'anticommunisme particulièrement prononcés en lien avec le contexte international (entrée des troupes soviétiques à Budapest en 1956, répression du printemps de Prague en 1968).

#### **Outre les interdictions professionnelles ou politiques subies par les communistes suisses, comment expliquer l'anticommunisme de gauche? Et quelles formes a-t-il prises?**

L'anticommunisme, qui n'est pas une doctrine définie, cohérente, n'a jamais été l'expression d'un seul Parti, d'une seule classe. L'anticommunisme est bien sûr hégémonique parmi les élites économiques et la paysannerie, l'électorat des partis conservateurs qui dominent alors la vie politique helvétique à tous les échelons, il est aussi revendiqué par l'armée, les milieux religieux, et les multiples et très actives associations patriotiques qui encadrent la population, mais il n'est pas moins présent à gauche, dans la majorité réformatrice, chez les anarchistes, sans oublier les ex-communistes, et les militants syndicaux. Car l'affichage anticommuniste est une condition de la participation au système institutionnel. ■

intensité et d'une constance absolue -de l'emprisonnement en 1843 (cinq ans avant la parution du *Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels) de Wilhelm Weitling (l'auteur de *L'Evangile du pauvre pêcheur*) pour menées communistes à l'anticommunisme officiel du 20<sup>e</sup> siècle.

L'épisode de la Grève générale de novembre 1918 -qui selon la presse bourgeoise et les autorités était le fruit des manigances communistes- marqua néanmoins un tournant. Le mythe de l'ingérence bolchevique permit en effet de délégitimer la grève, tout en en éludant les véritables causes, et de réunifier les différences composantes linguistiques et culturelles d'un pays sorti divisé de la Grande Guerre autour d'un ennemi commun qui avait l'avantage d'être intérieur (les communistes) et extérieur (l'Union soviétique). L'expulsion qui s'en suivit de la mission soviétique en Suisse dirigée par Jan Berzine, l'acquiescement, par un tribunal ordinaire vaudois, sous les applaudissements du public, de